

LEURS DOLEANCES N'ONT PAS ABOUTI

Grève nationale des pharmaciens le 12 juillet

La réunion qui a regroupé hier le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine avec les responsables de la Cnas et de la Casnos n'a pas abouti. La Caisse de sécurité sociale refuse le maintien des incitations accordées aux pharmaciens dans le cadre de l'encouragement du médicament générique. En signe de protestation, le Snapo appelle à une grève nationale le 12 juillet prochain.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - La Caisse de la sécurité sociale et le syndicat des pharmaciens n'ont pas réussi à trouver un terrain d'entente. La sécurité sociale refuse de reculer sur sa décision de la suppression des incitations accordées aux pharmaciens dans le cadre de l'encouragement du médicament générique.

De leur côté, les pharmaciens revendiquent le maintien des dispositions de l'article 27 du décret 09/396 «dans toute son intégralité».

Hier encore, les deux parties qui se sont réunies pour tenter de trouver une solution, ont chacune campé sur sa position. Messaoud

Belambri président du Snapo a indiqué que le Bureau national du Syndicat qui s'est réuni en session extraordinaire, samedi, a décidé de déclencher une grève nationale le 12 juillet prochain en cas de non-aboutissement des discussions. «Le Bureau national a décidé de lancer un appel à la grève à travers toutes les wilayas du pays dans le cas où nous ne recevons aucune réponse favorable à nos doléances lors de la réunion d'aujourd'hui (hier NDLR), et c'est le cas, nous sommes toujours dans le statu-quo», regrette-t-il.

M. Belambri a indiqué que la Cnas a fixé un autre rendez-vous



Les pharmaciens campent sur leur position.

aux pharmaciens pour le 10 juillet prochain pour poursuivre les négociations. Cependant, dit-il, «nous restons pessimistes, car nous n'avons décelé aucun engagement de leur part». C'est pourquoi, le

Snapo a décidé d'interpeller le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. «Nous avons adressé un courrier au ministre du Travail, lui demandant d'intervenir pour mettre fin à cette situation avec

le maintien de l'article 27 dans toute son intégralité», a indiqué l'intervenant. Le président du Snapo se dit confiant quant à la réponse.

Il justifie son optimisme par rapport aux déclarations du Premier ministre. Selon lui, Abdelmadjid Tebboune a réitéré, la semaine dernière, la volonté du gouvernement à promouvoir le médicament générique, la maîtrise de la facture d'importation à travers l'encouragement de la production locale et l'objectif d'atteindre d'ici 2018, une couverture nationale du marché du médicament de 70%.

Les pharmaciens assurent la dispensation de 2029 médicaments issus de la production locale, et 1 600 produits seront concernés par la mesure de la Sécurité sociale.

Des produits qui sont menacés si les pharmaciens décident d'annuler leur dispensation en l'absence d'une marge importante.

S. A.

GOVERNANCE

Les collectivités locales à l'heure chinoise

Le cycle de formation sur la planification territoriale et le management du développement économique local des cadres du ministère de l'Intérieur a débuté hier à l'hôtel Sheraton de Annaba.

Etalée sur 5 jours, la manifestation concerne notamment les cadres du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire entre secrétaires généraux de wilaya, chefs de daïra, Drag, DAL, inspecteurs généraux...

Elle est organisée en partenariat avec l'Académie chinoise de la gouvernance représentée par de hauts cadres dont le vice-recteur de l'Académie de la gouvernance et président de la délégation. Il faut dire que le discours d'ouverture prononcé par le wali par intérim, Taoufik Mezhoud, a balisé les interventions dans le sens précisé par la formation. Et pour cause, ce responsable local a affirmé que «cette formation encadrée par de hauts experts chinois nous permettra de voir de près toutes les opportunités et actions, notamment celle qu'il y a lieu d'entreprendre pour assurer la réussite de l'action du gouvernement en matière de développement de l'économie locale et la planification territoriale». A l'écoute des interventions à cette rencontre, il y a lieu de dire que les responsables chinois de l'Académie de la gouvernance s'étaient bien préparés à l'échéance de Annaba. Dans leurs propos traduits en arabe par un traducteur, le sérieux est de rigueur.

Se référant à l'expérience enregistrée par son pays, leur chef de délégation a révélé les cinq étapes dans le développement de l'administration du gouvernement chinois depuis l'application de l'ouverture et des réformes dans son pays. Il dira à ce propos que l'évaluation et le contrôle du gouvernement chinois central ou décentralisé «se sont renforcés à partir des années

1990». Son intervention n'est apparemment pas passée inaperçue du côté des cadres du ministère de l'Intérieur tout ouïe aux affirmations du responsable chinois. Il y avait de quoi quand on sait qu'il s'agit de planification territoriale et de management du développement économique local. Là où justement les autorités algériennes éprouvent certaines difficultés à prendre en main les choses.

Cette rencontre, première du genre à être organisée en Algérie, sera sanctionnée par un diplôme qui sera remis à chacun des participants, à l'issue de la formation. Ceux-là mêmes qui, le mois d'avril 2017 à Alger, avaient participé à un séminaire portant sur le thème en question.

Pour les animateurs chinois de ce cycle de formation, il ne s'agit pas d'utiliser des termes ronflants ou inutiles. Mais juste ce qu'il faut pour amener les cadres algériens du ministère de l'Intérieur à mieux cerner leurs prérogatives dans le domaine de la planification stratégique pour le développement et la gestion de la ressource humaine et financière.

L'expérience chinoise dans ce domaine a été reprise par de nombreux pays ayant été confrontés à des problèmes de gestion des potentialités humaines et matérielles. Ce qui justifie leur position de premier partenaire de l'Algérie dans le domaine de la formation. En effet, l'Académie de la gouvernance de la République populaire

de Chine a développé des cycles de formation (en deux phases) à l'endroit de 140 cadres algériens du ministère de l'Intérieur.

Quarante autres stagiaires concernés par un autre type de formation avaient achevé celle-ci en Chine, le mois d'avril écoulé. La rencontre de Annaba intervient au lendemain de l'approbation par les deux Chambres du Parlement du programme d'action du gouvernement Tebboune.

Elle intervient également en droite ligne des orientations exprimées par le président de la République lors du Conseil des ministres tenu le 4 octobre 2016 lorsqu'il a souligné «la nécessité d'œuvrer à la réforme de la fiscalité et des finances locales pour

accompagner les nouvelles missions dévolues aux collectivités locales dans le domaine de la promotion de l'investissement et l'accompagnement des activités économiques».

Les quatre prochains jours prévus pour cette formation devraient voir arriver d'autres hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur. Tout autant que leurs homologues arrivés hier, ces fonctionnaires devraient être pleinement concentrés sur la pédagogie de travail utilisée par les formateurs chinois. Et pour cause, la démarche de ces derniers va dans le sens d'une bonne maîtrise des dispositions de l'accord-cadre 2015-2018 signé par les deux pays.

A. Bouacha

VISITE DE LA VICE-PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC À ALGER

La coopération économique au centre des discussions

Le renforcement des relations algéro-canadiennes, notamment dans le domaine économique, a été évoqué hier à Alger lors d'un entretien entre le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Hassane Rabehi, et la vice-Premier ministre du Québec, ministre de la Petite et Moyenne entreprise, de l'Allègement réglementaire et du Développement économique régional du Québec, Lise Theriault.

«Nous avons abordé différentes questions d'intérêt commun et identifié certains secteurs susceptibles de contribuer à l'approfondissement des relations entre l'Algérie et le Canada, en particulier dans le domaine économique», a déclaré M^{me} Theriault à la presse à l'issue de son entretien avec M. Rabehi.

Elle a relevé que le renforcement de la coopération économique entre les deux parties était sur la «bonne voie», en particulier avec la province du Québec.

Pour sa part, M. Rabehi a souligné que ses discussions avec la vice-Premier ministre du Québec

ont été «très utiles», exprimant la «confiance» des deux parties quant à l'avenir de la coopération entre l'Algérie et le Canada en général et avec le Québec en particulier. Il a fait part, à cet égard, des «potentialités importantes» dont disposent les économies des deux parties et la «disponibilité» des autorités des deux pays à «aller de l'avant dans cette dynamique de renforcement de leurs relations bilatérales avec un caractère stratégique et global».

Il a fait observer que les relations entre les deux pays «se caractérisent par l'amitié et la solidarité où la dimension humaine est très impor-



M^{me} Lise Theriault.

tante», citant la communauté algérienne établie au Canada et dont l'apport à l'économie et à la société de ce pays est «très apprécié». M. Rabehi a relevé, en outre, que la visite de la responsable canadienne en Algérie coïncide avec l'ouverture de la liaison aérienne directe Montréal-Alger de la compagnie Air

Canada, ce qui contribuera, a-t-il dit, au «rapprochement des peuples des deux pays, notamment les opérateurs économiques».

M^{me} Theriault effectue du 2 au 4 juillet une visite en Algérie à la tête d'une délégation de femmes d'affaires.

APS